

**Audience publique du 11 novembre 2002**

Recours formé par Monsieur ..., ...  
contre une décision du directeur de l'administration des Contributions directes  
en matière d'impôt sur le revenu

-----

**JUGEMENT**

Vu la requête inscrite sous le numéro 14691 du rôle, déposée le 15 mars 2002 au greffe du tribunal administratif par Maître Michel MOLITOR, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., indépendant, demeurant à L-..., tendant à la réformation, sinon à l'annulation d'une décision du directeur de l'administration des Contributions directes du 18 décembre 2001, admettant le principe de la déductibilité intégrale des intérêts débiteurs d'un prêt hypothécaire en vue de l'acquisition de 500 actions de la société anonyme ... HOLDING S.A., tout en déclarant que ces intérêts débiteurs ne sont pas déductibles en proportion des revenus exemptés d'après l'article 115 LIR ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du Gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 17 juin 2002 ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe du tribunal administratif le 13 septembre 2002 par Maître Michel MOLITOR pour compte de Monsieur ... ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision critiquée ;

Oùï le juge-rapporteur en son rapport, ainsi que Maître Michel MOLITOR et Monsieur le délégué du Gouvernement Jean-Marie KLEIN en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 2 octobre 2002.

-----

Ayant contracté un prêt hypothécaire en vue de l'acquisition de 500 actions de la société ... HOLDING S.A., Monsieur ..., préqualifié, fit valoir, dans le cadre de sa déclaration de l'impôt sur le revenu pour l'année 1994, les intérêts débiteurs afférents à hauteur de 706.145.- LUF par lui réglés. Par bulletin de l'impôt sur le revenu de l'année 1994, émis le 10 décembre 1998, le bureau d'imposition Luxembourg 8 de la section personnes physiques du service d'imposition de l'administration des Contributions directes n'admit cette déduction d'intérêts débiteurs en tant que frais d'obtention que jusqu'à concurrence de la somme de 450.000.- LUF représentant les dividendes effectivement perçus par Monsieur ... du chef de sa détention d'actions dans ladite société ... HOLDING S.A., le surplus ayant été déduit à

concurrence de 81.000.- LUF au titre des dépenses spéciales et la somme de 175.145.- LUF n'ayant pas été admise en déduction.

Par courrier du 18 décembre 1998, Monsieur ... réclama contre ce bulletin d'impôt du 10 décembre 1998 en revendiquant la déduction intégrale des intérêts débiteurs en relation avec l'emprunt hypothécaire et payés au cours de l'année 1994 en tant que frais d'obtention dans le cadre de ses revenus de capitaux mobiliers de cette même année.

Par décision du 18 décembre 2001, le directeur de l'administration des Contributions directes, ci-après désigné par « *le directeur* », reçut la réclamation en la forme et fixa l'impôt sur le revenu dû, y compris la contribution au fonds pour l'emploi, de l'année 1994 à 4.274.811.- LUF.

La décision directoriale déferée a toisé la question principale actuellement en litige en ces termes : « *Considérant que les intérêts débiteurs déclarés, du montant de 706.145 francs, découlant de l'emprunt contracté aux fins de l'acquisition des titres de la s.a.h. « ... » ont été déduits lors de l'imposition à concurrence de 450.000 francs d'un même montant de revenus alloués par la s.a. holding prénommée, ainsi que dans les limites du plafond instauré par l'article 109, al.1<sup>er</sup>, no 1a LIR, à concurrence de 81.000 francs à titre de dépenses spéciales, le surplus de 175.145 francs n'ayant pas été admis en déduction ;*

*Considérant que, s'il suffit, d'une part, qu'un emprunt ait été contracté en vue de l'acquisition de titres « présentant une perspective raisonnable de dégager des recettes positives » pour que soit admise comme déductible la dépense intégrale relative au dit emprunt (cf. TA : no 10428 du 29.03.1999, confirmé CA : no 11285C du 11.01.2000, spéc. TA : nos 12956 et 12957 du 27.11.2001), et si, d'autre part, la déduction d'intérêts débiteurs en tant que frais d'obtention peut conduire le cas échéant à un revenu net de capitaux mobiliers négatif en l'absence de disposition contraire inscrite aux articles 97, 103 ou 105 LIR (cf. TA/CA cit.), il échet, à la lumière de ce qui précède, d'admettre en l'espèce la déduction de l'intégralité des dépenses litigieuses comme frais d'obtention, tandis que la déduction de dépenses spéciales se réduit à zéro ;*

*Considérant d'ailleurs que le bureau d'imposition a refusé à raison de déduire comme frais d'obtention des commissions d'achat ou vente de titres, qu'en conséquence s'avèrent déductibles comme frais d'obtention, en premier lieu, 5.324 francs de droits de garde et, en second lieu, 706.145 francs d'intérêts débiteurs, ensemble donc 711.469 francs ;*

*Considérant qu'aux termes de l'article 105, al. 4 LIR/1994, les frais d'obtention « n'entrent en ligne de compte que dans la mesure où ils sont en rapport avec des revenus imposables et ne sont pas la contrepartie de revenus exemptés d'après l'article 115 », et qu'en application de cette disposition, les frais d'obtention ne sont pas déductibles en proportion de la fraction correspondante aux exemptions prévues par l'art. 115 LIR en ses nos 15 (1994) et 15a ; »*

Par requête déposée le 15 mars 2002, Monsieur ... a fait introduire un recours en réformation, sinon en annulation à l'encontre de la décision directoriale précitée du 18 décembre 2001.

Conformément aux dispositions combinées du paragraphe 228 de la loi générale des impôts du 22 mai 1931, appelée « *Abgabenordnung* », en abrégé « *AO* », et de l'article 8 (3)

1. de la loi du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, le tribunal administratif est appelé à statuer comme juge du fond sur un recours introduit contre une décision du directeur ayant statué sur les mérites d'une réclamation contre un bulletin de l'impôt sur le revenu. Il s'ensuit que le recours subsidiaire en annulation est en toute occurrence irrecevable.

Le recours en réformation est recevable pour avoir été par ailleurs introduit dans les formes et délai de la loi.

Au fond, le demandeur, qui réclame la déduction intégrale des intérêts débiteurs en relation avec un prêt hypothécaire en vue de l'acquisition de 500 actions de la société anonyme ... HOLDING S.A., soit 706.145.- LUF pour l'année d'imposition 1994, estime que le directeur aurait à tort limité la portée du principe de la déductibilité intégrale des intérêts débiteurs comme frais d'obtention en estimant que les frais d'obtention n'étaient pas déductibles en proportion de la fraction correspondante aux exemptions prévues par l'article 115 LIR en ses numéros 15 et 15a, et aurait partant à tort regroupé différentes sortes de revenus rentrant dans la catégorie des revenus de capitaux, tels les dividendes et les intérêts de l'épargne, afin de calculer la fraction déductible de frais d'obtention et le revenu net imposable de capitaux. Dans ce contexte, le demandeur conteste l'applicabilité au cas d'espèce des articles 105 alinéa 4 et 115 n<sup>os</sup> 15 et 15a LIR, étant donné que les dividendes versés par la société ... HOLDING S.A. ont généré un revenu négatif de 256.145.- LUF, et que les exemptions prévues à l'article 115 ne s'appliqueraient qu'à des intérêts nets positifs.

Le demandeur estime dès lors que le calcul effectué par le directeur à l'annexe de la décision déferée serait erroné en ce qu'il n'aurait pas tenu compte du fait qu'il existe différentes sortes de revenus rentrant dans la catégorie des revenus de capitaux et que les dividendes touchés ne seraient nullement en relation avec les autres revenus de la catégorie des revenus de capitaux. Ce faisant, le directeur aurait méconnu la relation économique entre les frais d'obtention et les dividendes versés. Il s'ensuit, d'après le demandeur, que le directeur aurait dû déduire la somme de 706.145.- LUF (frais d'obtention) du montant de 450.000.- LUF (dividendes) pour ajouter ce revenu net négatif de 256.145.- LUF aux autres dividendes et intérêts d'épargne pour appliquer ensuite les exemptions prévues à l'article 115 LIR.

Le délégué du Gouvernement, sans contester le principe même de la déduction intégrale des frais d'obtention, souligne que la loi distingue dans la catégorie des revenus de capitaux différentes sortes de revenus de capitaux, tel que ressortant de l'article 115 LIR, et que ce serait la somme algébrique de ces différentes sortes de revenus qui fournirait le revenu net de catégorie et non pas l'excédent de toutes les recettes confondues sur toutes les dépenses confondues. Ainsi, si une sorte de revenus n'est pas imposable, les frais d'obtention y relatifs n'entreraient pas en ligne de compte, de même que les frais d'obtention d'un revenu exempt ne seraient pas déductibles. Pour le surplus, le représentant étatique est d'avis que la thèse défendue par le demandeur conduirait à imputer les frais d'obtention en rapport avec un revenu imposable d'un revenu qui n'est pas imposable et avec lequel il n'existe pas de relation économique, en l'espèce des intérêts d'épargne et la tranche exemptée de l'article 115 LIR.

Dans son mémoire en réplique, le demandeur estime que l'administration, par son raisonnement, tenterait en réalité de limiter la déductibilité des intérêts débiteurs et partant des

frais d'obtention en relation avec les dividendes perçus, raisonnement qui serait contraire à l'équité fiscale et transformerait en réalité un avantage fiscal en un désavantage fiscal.

L'article 105 (1) LIR considère comme frais d'obtention *« les dépenses faites directement en vue d'acquérir, d'assurer et de conserver des recettes »*.

Aux termes du paragraphe 4 dudit article 105 LIR *« les frais d'obtention sont déductibles dans la catégorie de revenus à laquelle ils se rapportent. Ils n'entrent en ligne de compte que dans la mesure où ils sont en rapport avec des revenus imposables et ne sont pas la contrepartie de revenus exemptés d'après l'article 115 »*.

Il se dégage dès lors de l'article 105 LIR que les différentes sortes possibles de frais d'obtention sont uniquement déductibles par rapport aux catégories de revenus respectives telles qu'énumérées à l'article 10 LIR et seulement dans la mesure où ils sont en rapport avec des revenus imposables respectivement ne sont pas la contrepartie de revenus exemptés. Autrement dit, si le contribuable réalise un revenu non imposable respectivement un revenu exempté, les frais d'obtention s'y rattachant ne sont pas pris en considération.

L'article 115 LIR exempte sous 15 *« la première tranche de 60.000 francs par an des revenus imposables en vertu de l'article 97. Cette première tranche de 60.000 francs est à majorer de son propre montant en cas d'imposition collective au sens de l'article 3 »*.

La question soulevée par le recours sous analyse est dès lors celle de savoir si l'interdiction de déduction de frais d'obtention érigée par l'article 105 (4) LIR en conséquence de l'exemption posée par l'article 115 n° 15 LIR doit être appliquée au niveau de certaines sortes de revenus visés par l'article 97 LIR ou au niveau du revenu net de cette catégorie de revenus.

Dans ce contexte, il convient de renvoyer aux travaux préparatoires à la base de l'adoption de l'article 1<sup>er</sup>, numéro 4 de la loi du 23 décembre 1997 ayant modifié l'article 105 LIR par l'ajout au paragraphe 4 de la précision *« la phrase qui précède ne s'applique cependant pas à la tranche exemptée en vertu de l'article 115, numéro 15 »*, article qui vise plus particulièrement la catégorie des revenus imposables en vertu de l'article 97 LIR, à savoir les revenus de capitaux mobiliers.

Il ressort de l'exposé des motifs (voir doc. parl. No. 4361, p. 22) que : *« Ce numéro 15 de l'article 115 (version introduite par la loi du 22 décembre 1993) prévoit l'exemption de la première tranche de 60.000 francs par an des revenus imposables comme revenus de capitaux. Avant l'année d'imposition 1993, cette exemption était réservée aux seuls intérêts des comptes d'épargne et de certaines obligations. Les frais d'obtention en relation avec ces recettes étaient quasi nuls, de sorte qu'une ventilation des frais d'obtention entre le revenu imposable et le montant exempté n'était pas à faire. Actuellement une telle ventilation s'impose dans de nombreux cas. (...) »*

*Etant donné que la tranche exemptée de 60.000 francs est à appliquer au total des revenus de capitaux imposables en vertu de l'article 97 LIR, la ventilation mène à des calculs inextricables en présence de plusieurs sortes de revenus de capitaux (par exemple: intérêts indigènes et étrangers, dividendes indigènes et étrangers) et de frais d'obtention (intérêts débiteurs, impôts étrangers déductibles, frais de garde). Pour cette raison il est proposé*

*d'ajuster l'article 105 alinéa 4 de sorte que l'exemption de 60.000 francs n'influence plus la déduction des frais d'obtention ».*

Dès lors, et à contrario, pour les années d'imposition non encore visées par le changement législatif opéré, en l'espèce l'année d'imposition 1994, le principe de la ventilation des frais d'obtention par rapport à des revenus non imposables respectivement exemptés reste acquis, même en présence de calculs compliqués, le raisonnement du demandeur conduisant précisément à considérer des frais d'obtention en relation avec des revenus exemptés, ce qui va à l'encontre du libellé clair et précis du texte applicable, à savoir l'article 105 LIR dans sa teneur applicable à l'année d'imposition 1994.

Cette conclusion ne se heurte pas non plus au principe invoqué de l'équité fiscale, étant donné que si un texte de loi fiscale est injuste dans un certain nombre de cas susceptibles de généralisation, il appartient au législateur de modifier celui-ci, et non pas à la jurisprudence de rectifier le tir. L'état de droit et le principe du consentement de l'impôt exigent en effet que l'impôt résulte de la loi plutôt que d'une interprétation jurisprudentielle déformante des textes de loi (voir Alain Steichen, Manuel de droit fiscal, Le droit fiscal général, Tome I., édition 2000, p. 640).

Partant c'est à juste titre que le directeur des Contributions, en faisant application de l'article 105 (4) LIR dans sa version applicable à l'année d'imposition 1994, a décidé que les frais d'obtention ne sont pas déductibles en proportion de la fraction correspondante aux exemptions prévues par l'article 115 LIR en ses numéros 15 et 15 a.

Il s'ensuit que la législation applicable ne permet pas au tribunal de faire droit aux prétentions du demandeur et que le recours est en conséquence à rejeter comme n'étant pas fondé, le calcul annexé à la décision directoriale du 18 décembre 2001 n'ayant pour le surplus pas fait l'objet de critiques spécifiques.

#### **Par ces motifs,**

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement ;

reçoit le recours en réformation en la forme ;

au fond le déclare non justifié et en déboute ;

déclare le recours subsidiaire en annulation irrecevable ;

condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 11 novembre 2002 par :

Mme Lenert, premier juge,  
M. Schroeder, juge,  
M. Spielmann, juge,

en présence de M. Schmit, greffier en chef.

s. Schmit

s. Lenert